

26 avril 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les investissements publics en faveur de l'Alsace et de Strasbourg, à Strasbourg le 26 avril 2015.

Monsieur le maire,
Monsieur le président du Conseil régional,
Mesdames, messieurs les parlementaires, élus,
Monsieur le président du Parlement européen,
Mesdames, messieurs,

Ce 26 avril 2015 est une journée particulière, non pas simplement parce que c'est un dimanche mais parce que vous le savez, c'est la Journée de la déportation, et cet après-midi, nous serons nombreux à nous rendre au camp de Struthof pour marquer l'hommage solennel que nous devons à celles et ceux qui ont été suppliciés ici, sur le sol de France.

C'est une journée particulière aussi parce que nous signons deux contrats : le contrat de plan Etat-région avec le président et le contrat triennal avec le maire. Nous réalisons cette opération en présence du président du Parlement européen. C'est à la fois une marque d'amitié, une fois encore, qu'il nous donne, mais c'est aussi un symbole. Parce que l'Etat est attaché à la place et au statut singulier de l'Alsace et de Strasbourg au cur de l'Europe. La région et sa capitale jouent en effet un rôle majeur pour le développement de notre pays, mais aussi pour la construction politique de notre continent.

L'histoire a fait de Strasbourg une ville symbole, une ville témoin des déchirements de l'Europe, avant d'en faire le siège de ses institutions en lui permettant d'accueillir le Parlement européen, le Conseil de l'Europe, la Cour européenne des droits de l'homme. Je n'oublie aucune de ces institutions, toutes donnent à Strasbourg son statut de capitale européenne. Ce statut est prévu par les traités, et pour la France, c'est une exigence. Jamais la France n'autorisera quelque modification de traité que ce soit qui puisse mettre en cause Strasbourg, capitale européenne. Mais faut-il aussi que l'Etat entende défendre et promouvoir la vocation européenne de Strasbourg, et donc accompagner cette ambition. Il ne suffit pas de dire que nous voulons que les traités soient respectés, il ne suffit pas de proclamer que Strasbourg est une capitale européenne, il ne suffit pas même d'inscrire dans la loi le statut d'Eurométropole pour Strasbourg, il faut démontrer que nous voulons, que nous voulons la France toute entière, faire de Strasbourg une capitale européenne.

Je tenais à saluer l'engagement des élus alsaciens, ici représentés, leur capacité à se rassembler largement autour de grands projets. Cette volonté partagée, au-delà des sensibilités politiques, et ce rassemblement sont des atouts considérables. Pour réussir à promouvoir la capitale européenne Strasbourg et le développement de toute la région, nous avons besoin des Européens, ils sont là avec la présence de Martin SCHULZ. Nous avons besoin d'un engagement fort et constant de l'Etat, au-delà même des alternances, mais nous avons aussi besoin des élus, de tous les élus. La région, les deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ? je salue leurs présidents?, l'Eurométropole, la ville de Strasbourg, les Communautés d'agglomération de Colmar, de Mulhouse et les villes qui en sont au cur.

Toutes ces collectivités ont voulu travailler avec l'Etat pour traduire les grandes priorités

... ces connaissances ont été largement mises à disposition des grandes entreprises nationales dans la vie concrète des Alsaciens. Ce travail a été rendu possible par la volonté qui a été la vôtre de vous projeter. Il n'y a pas de collectivité qui puisse avoir un avenir si elle ne le prévoit pas, si elle ne dit pas clairement quels sont les objectifs, quelles sont les perspectives, quels sont les grands projets autour desquels il est possible de nous retrouver tous. C'est le projet « Alsace 2030 » porté par le président RICHERT, c'est le projet « Strasbourg 2020 » porté par Roland RIES et Robert HERMANN et ce sont ces travaux-là qui ont permis, justement, d'aboutir à ces deux contrats.

Ces deux contrats, contrat de plan, contrat triennal représentent ensemble 1 milliard d'euros de crédit public, 836 pour le CPER, 146 pour le triennal. La moitié de cette somme est consacrée à Strasbourg, capitale européenne. Certains diront que c'est trop peu encore, d'autres diront que c'est trop. Je pense que c'est un bon partage que de mettre la moitié de l'effort sur Strasbourg et sa métropole. Car Strasbourg, c'est un enjeu pour l'Alsace. L'Alsace bénéficie avec Strasbourg de l'attractivité et du rayonnement de cette grande métropole. Les métropoles sont des moteurs de développement pour tous les territoires.

Je sais bien ce que ressentent un certain nombre d'élus ou de nos concitoyens quand des métropoles s'affirment, c'est toujours une crainte : ne va-t-il pas y avoir l'absorption de la richesse produite au seul bénéfice des grandes villes ? Est-ce que nos territoires ruraux ne vont pas être progressivement laissés à l'abandon ? Je sais que cette question est posée en Alsace comme partout ailleurs, et les Conseils départementaux ont vocation justement à assurer cette solidarité. Mais je mets en garde : si on commence à opposer les territoires entre eux, nous sommes perdus.

Les métropoles, c'est la condition de pouvoir être à l'échelle non seulement de l'Europe mais du monde. En même temps, c'est dans les territoires ruraux que nous devons aussi puiser les atouts de notre pays. Nous avons cette chance en France de disposer d'espace, de paysages, d'une population présente sur le territoire. Alors le rôle du contrat de plan, c'est aussi d'agir pour ces territoires-là.

La réforme territoriale est engagée depuis maintenant près de 3 ans. Nous avons commencé par les métropoles : elles sont là et aujourd'hui elles assurent aussi une solidarité entre les communes qui les constituent. Il y a ensuite les Conseils départementaux qui ont été renouvelés et qui agiront en fonction de compétences précisées. Je crois que cela était nécessaire : j'ai été moi-même président d'un Conseil général : la clause de compétence générale n'avait plus aucun sens. Nous avons besoin de cette clarification, besoin de savoir qui faisait quoi sur le territoire. Nous avons aussi besoin d'avoir des intercommunalités puissantes, même dans les territoires ruraux. Il y a toujours le débat autour du bon seuil de population. Nous trouverons et je fais confiance aux parlementaires pour s'accorder sur les adaptations souhaitables. Mais attention ! Si nous avons des intercommunalités qui n'ont pas la taille nécessaire, pas les moyens suffisants, ce sera au détriment des territoires ruraux.

Nous avons aussi voulu qu'il y ait davantage de démocratie participative et nous en avons besoin. Une réforme est en cours, de toutes nos procédures, pour que sur les grands équipements publics, il puisse y avoir des délais plus courts et en même temps une prise en compte en amont des préoccupations de nos concitoyens.

Je reviens désormais au contrat de plan, parce que c'est toute l'Alsace qui doit en être bénéficiaire. L'Alsace, c'est un appareil industriel fort, le ministre MACRON sera là en début de semaine pour témoigner de l'engagement de l'Etat à le soutenir. C'est une agriculture de qualité avec des produits exceptionnels et c'est un secteur tertiaire particulièrement dynamique que les villes et les métropoles permettent encore de stimuler.

L'Alsace n'a pas échappé à la crise et sa proximité avec l'Allemagne n'a pas été en soi une protection, l'Allemagne ayant elle-même été touchée par un affaiblissement de la croissance. Nous sommes dans une phase de reprise, nous devons en tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire surtout ne pas attendre et investir, vous l'avez dit monsieur le président, investir. Les entreprises sont les premières concernées. Un mécanisme exceptionnel de soutien à l'investissement est entré en vigueur depuis le 15 avril, il durera 1 an : toutes doivent saisir cette

opportunité.

Investir aussi dans les grandes institutions, les universités, les établissements de recherche, développer une culture de l'innovation, vous en êtes capable. La région Alsace sait aussi travailler avec ses voisins, et j'ai pu, une fois encore avec vous, monsieur le président, en Suisse, constater combien les pays qui nous sont proches veulent travailler avec nous. Ces coopérations transfrontalières auxquelles l'Europe nous encourage sont un atout considérable pour la France. L'Etat donc a mis des moyens conséquents au service du potentiel de l'Alsace. Vous avez bien voulu relever que la dotation par habitant pour l'Alsace est supérieure à la moyenne nationale. Si l'Alsace a ce caractère propre, si l'Alsace a ce rôle-là, si Strasbourg est une capitale européenne, chacun comprendra dans l'intérêt même de la France d'y mettre davantage de moyens. Aux sommes que représentent ces deux contrats, il faut ajouter les crédits du programme d'investissement d'avenir, le projet très haut débit et les 400 millions de fonds européens que vous gérez désormais, puisque j'avais voulu que ces fonds soient décentralisés au bénéfice des régions, ce qui va porter l'investissement public en Alsace à près de 3,5 milliards sur la période 2015-2020.

A quoi consacrer ces investissements ? Je ne serai pas long, tout a été dit. Le premier objectif, la première priorité, toujours si nous voulons promouvoir l'Alsace et la capitale européenne qu'est Strasbourg : la mobilité. C'est pourquoi l'investissement qui y est consenti est important, 531 millions d'euros dans le contrat de plan Etat-région dont 237 millions d'euros de l'Etat. Il s'agit de favoriser, d'améliorer l'accessibilité de Strasbourg et de l'Alsace avec les lignes à grande vitesse Est vers Paris, vers Bruxelles, vers l'Allemagne. Ces investissements sont directement liés à la volonté d'avoir un Parlement européen qui soit facile d'accès pour les élus. Les délégations de service public pour les trois lignes aériennes desservant l'aéroport de Strasbourg sont reconduites dans le cadre du contrat triennal : là aussi, la France a voulu répondre à l'attente des députés européens pour que l'aéroport de Strasbourg soit un aéroport international.

Les circulations du Nord au Sud de l'Alsace à travers les Vosges seront-elles aussi améliorées. Le grand contournement Ouest, ?vous avez souligné qu'il faut garder cette appellation d'origine, certes il faut la conserver mais il faut surtout le faire?, la requalification de l'autoroute 35 à travers l'agglomération, tout cela permettra de réduire la pollution atmosphérique car nous devons être cohérents avec notre engagement sur le climat et assurer la fluidité des transports. Puisque je parle de fluidité pardon de cette transition, il y a le volet fluvial qu'il ne faut pas oublier et qui est doté de près de 20 millions d'euros.

Deuxième priorité : le numérique. Pour vous accompagner, le gouvernement a mis 110 millions d'euros parce que nous avons besoin du très haut débit. C'est une réponse concrète à l'une des inquiétudes du monde rural ?c'est toujours cette question qui revient? : « qu'est-ce qu'il y a donc pour nous ? » « Est-ce que nous n'allons pas encore une fois être victimes de l'oubli, de la fracture que le numérique peut éventuellement introduire ? » L'urgence, c'est donc de mobiliser les crédits publics pour faire que le haut débit, très haut débit soit présent partout sur le territoire mais également mobiliser les opérateurs pour qu'ils assument leurs obligations.

Troisième priorité, vous y avez Monsieur le maire, comme vous Monsieur le président, insisté, c'est l'enseignement supérieur et la recherche. J'ai compris que c'était la seule nuance que vous apportiez, il en fallait une et vous avez eu raison, car là nous sommes sur l'essentiel. Alors, c'est vrai qu'il y a les 76 millions d'euros de crédits du contrat Plan pour l'Université de Strasbourg et celle de Haute-Alsace mais il y a aussi 375 millions d'euros du plan campus pour l'amélioration des bâtiments universitaires, et les investissements d'avenir, un milliard 300 millions ?un milliard 300 millions !? Pour les IDEX, les laboratoires de recherche, pour le numérique, pour la médecine de pointe et j'ai eu l'occasion de constater ici que nous étions, que vous étiez particulièrement en avance dans ce domaine.

J'ajoute et j'en fais l'annonce qu'il y aura des crédits supplémentaires pour l'émergence du campus européen parce que, cher Martin SCHULZ, j'en avais fait moi-même la demande. Je souhaite que Strasbourg soit un campus européen ?c'est déjà engagé? et que nous puissions y

mettre tous des moyens supplémentaires qui contribuent au rayonnement de l'Eurométropole. La transition énergétique n'est pas oubliée. Au regard de la responsabilité qui est la nôtre par rapport à la conférence sur le climat, je ne peux que saluer le choix des énergies renouvelables, notamment de la géothermie. C'est une perspective tout à fait exceptionnelle que vous avez là signalée.

Enfin, il y a la culture. Je sais ce qu'elle représente ici en Alsace parce que vous avez un patrimoine exceptionnel et parce que vous avez souhaité qu'à travers le contrat de Plan il puisse y avoir la prise en compte à Molsheim, à Sélestat, à Mulhouse, à Strasbourg de tout cet héritage. C'est un héritage précieux qui exprime votre identité, l'identité alsacienne qui n'est pas confinée dans le passé mais qui est vivante, ouverte sur l'Europe et le monde. C'est ce qui fait que la culture est essentielle : elle n'est jamais un repli, elle n'est jamais un enfermement dans le passé, elle est toujours une création et en même temps, vous avez souhaité donner un certain caractère à vos projets. Le soutien à la Bibliothèque humaniste de Sélestat, à celle des dominicains, au musée Electropolis comme au forum de la démocratie en témoignent bien.

L'ensemble de ces investissements sont tournés vers un même objectif, celui que nous poursuivons, inlassablement, qui est l'emploi. Cela suppose de mettre en réseau les acteurs économiques l'Etat et les collectivités locales, d'investir dans la formation des salariés et des publics qui sont les plus loin de l'emploi -je pense notamment aux jeunes et aux chômeurs de longue durée-. Je veux saluer l'effort engagé en ce sens. Il nous faut aussi préparer les emplois de demain en soutenant l'innovation.

Vous avez insisté sur l'usine du futur. Ce sera un des plans industriels que le gouvernement va présenter. Nous avons réussi à créer une alliance pour les usines du futur, entre les grandes entreprises mais aussi celles qui sont les plus innovantes, les universités, les laboratoires de recherche et les collectivités locales. Si nous faisons cet effort de mettre notre appareil productif en avance, franchissant là plusieurs étapes supplémentaires, alors nous serons les meilleurs dans la mondialisation. L'Alsace l'a parfaitement compris puisque vous avez engagé, monsieur le président, avec la Champagne Ardenne et la Lorraine, une démarche pour répondre à l'appel à projet du programme des investissements d'avenir.

C'est la préfiguration de ce que vous allez maintenant faire dans les prochaines années : travailler ensemble à des projets d'avenir. Votre future région comptera 6 millions d'habitants, elle ne retirera rien à l'Alsace et certainement pas son droit local auquel elle est d'ailleurs à juste raison attachée. Elle aura aussi à préserver ce qui est votre expression et une identité qui a survécu aux guerres, aux occupations, aux querelles partisans et qui s'est pleinement enrichie au cours des décennies passées.

Mesdames et Messieurs les élus, croyez en une Alsace dynamique, ouverte et généreuse, vous l'incarnez. Les engagements que nous signons aujourd'hui y contribueront. Je sais bien les réserves quand je dis « réserve », je crois être en-dessous de la réalité je sais les inquiétudes qu'expriment, non pas tant des élus des trois régions concernées qui savent qu'ils auront de toute façon à prendre leurs responsabilités mais certains de nos concitoyens.

Nous avons le devoir de réussir cette réforme territoriale qui était tant souhaitée, tant appelée sans jamais se concrétiser.

Une décision devait être prise. Elle l'a été mais maintenant nous en sommes coresponsables : nous devons y travailler et donner à cette région Alsace les conditions de réussir ce rassemblement. Strasbourg disposera et dispose déjà des services et des administrations indispensables à son statut de capitale. J'ai donc demandé au préfet BOUILLON d'être le préfet préfigurateur pour faire en sorte qu'il y ait une cohérence dans les choix que nous avons à faire : cohérence pour les institutions administratives et politiques, cohérence pour le développement du territoire.

Nous devons veiller à ce que Metz et Châlons-en-Champagne puissent être également valorisés dans cette réforme mais qu'il y ait une visibilité pour les citoyens et pour les acteurs économiques. Je ferai en sorte que les intérêts de tous soient pris en compte, à travers cette répartition, qui ne peut pas être simplement pensée en termes de compensations.

Mesdames et Messieurs, nous nous retrouvons à l'occasion d'un jour. Je l'ai dit, qui n'est pas

... reconnues et reconnues, nous nous retrouvons à l'occasion d'un jour, je l'ai dit, qui n'est pas comme les autres. C'est la journée nationale de la Déportation, 70ème anniversaire de la fin de la Guerre. J'ai donc souhaité que nous puissions avoir ce temps de recueillement, au Struthof, qui sera à la fois national et européen. Les plus hautes autorités de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe seront présentes.

C'est un moment européen parce que les camps de concentration restent une plaie dans la mémoire de notre continent, parce que le Struthof fut un lieu de souffrance mais aussi parce que de cette mémoire tragique, de cette douleur ineffaçable, est née la construction européenne et Strasbourg en est le symbole. L'Alsace porte l'idéal de l'Europe, l'Europe des citoyens, l'Europe de la démocratie avec son Parlement, l'Europe de la justice avec la Cour européenne des Droits de l'Homme. L'Alsace, c'est aussi l'amitié franco-allemande. C'est parce que ici on a vu les ravages du nationalisme, c'est parce que ici on a souffert de la division de l'Europe que l'on sait ce que signifie les valeurs de paix, de progrès et de liberté.

Monsieur le président, monsieur le maire, ainsi que vous tous qui allez signer ces contrats, vous êtes maintenant devant vos responsabilités d'assurer l'avenir d'une grande région mais aussi de faire de l'Alsace une chance pour la France. Je crois en votre avenir, je crois aussi à la confiance que nous pouvons nous accorder et c'est cette confiance, cette reconnaissance qui me permette de penser que ce que nous faisons aujourd'hui est un jour heureux pour Strasbourg, pour l'Alsace, pour la France et pour l'Europe.

Merci.